

LE PERIL
DÉMOCRATIQUE
EST AGGRAVÉ
PAR LES SYSTÈMES
DE PRÉDICTION
ALGORITHMIQUE

Les vraies leçons des années 1930

Pour l'économiste Dominique Plihon, s'il existe un point commun entre l'époque actuelle et l'entre-deux-guerres, il réside dans la révolte des électeurs contre les politiques d'austérité

Par DOMINIQUE PLIHON

Emmanuel Macron voit une ressemblance entre la période actuelle et celle « d'entre-deux-guerres », caractérisées par la montée des populismes « dans une Europe divisée par les peurs, le repli nationaliste, les conséquences de la crise économique ». Ce qui lui permet de se poser en rempart « progressiste » contre les populismes dans la perspective des élections européennes. Pour le président français, comme pour la majorité des historiens et des économistes, les grandes crises du capitalisme de 1929 et de 2007 seraient la cause de la « malédiction » des populismes.

En réalité, il existe une autre interprétation de la montée des populismes. Dans les années 1930, plusieurs pays, dont les États-Unis et la France, ont connu une forte dégradation de leur situation économique et sociale sans que cela se traduise par l'arrivée au pouvoir de forces politiques « populistes ». C'est le cas du New Deal de Roosevelt aux États-Unis (1933), souvent considéré comme la première expérience de social-démocratie, et du Front populaire en France (1936).

Ces deux expériences politiques ont permis de faire face à la crise par des avancées sociales et démocratiques importantes.

L'arrivée au pouvoir d'Hitler par les urnes, en 1933, est souvent présentée comme résultant directement de la grande dépression des années 1930 et de ses conséquences économiques et sociales. Quatre chercheurs ont montré en décembre 2017 dans une étude pour le National Bureau of Economic Research que les succès électoraux du parti nazi trouvaient plutôt leur origine dans l'instauration d'une sévère politique d'austérité.

L'ITALIE, UN CAS EMBLÉMATIQUE

En effet, le chancelier Heinrich Brüning, nommé en 1930 pour lutter contre la crise, prend quatre décrets d'urgence, en l'absence de tout débat parlementaire, qui réduisent les salaires des fonctionnaires, les allocations-chômage, la couverture maladie, les retraites. Au total, les dépenses publiques chutent de 28 % entre 1930 et 1932. Simultanément, les impôts sont augmentés et de nouvelles taxes levées sur les classes populaires, accentuant la baisse du pouvoir d'achat. Mise en œuvre dans une période de faiblesse de la dépense privée, cette politique d'austérité a amplifié la dépression. L'analyse des résultats électoraux locaux montre que plus l'austérité est forte, plus les votes en faveur du parti nazi augmentent.

Il existe une ressemblance entre la situation actuelle dans l'Union européenne et celle des années 1930 : la montée des populismes est une révolte électorale contre les politiques d'austérité budgétaire et salariale qui ont conduit à une récession durable et à

des niveaux de chômage record dans la plupart des pays membres. Le cas de l'Italie est emblématique : ce pays a subi une cure d'austérité drastique pour se conformer aux injonctions de la Commission européenne, gardienne de l'orthodoxie néolibérale, ce qui a entraîné une stagnation économique continue avec une chute du PIB par tête en euros constants.

L'arrivée au pouvoir de la coalition anti-système constituée par la Ligue et le Mouvement 5 étoiles est la conséquence de cette situation. L'objectif de la coalition italienne est de mettre fin aux politiques néolibérales dont Matteo Renzi a été le champion, et qu'Emmanuel Macron veut imposer en France. On ne peut ainsi qu'être frappé par la similitude entre le « Jobs Act » de Matteo Renzi et la loi travail d'Emmanuel Macron, vécus par la plupart des travailleurs comme une source de précarisation de leurs conditions de travail.

Ainsi, alors qu'il se présente comme un rempart contre le populisme, Emmanuel Macron ouvre au contraire un boulevard à ce dernier aux élections européennes du printemps 2019, par les politiques qu'il mène en France et qu'il soutient à l'échelle de l'Union européenne. A chacun sa vérité : ce titre de la pièce de théâtre de Pirandello s'applique parfaitement à l'analyse des années 1930 et de la période actuelle. ■

Dominique Plihon est économiste, professeur des universités et porte-parole d'Attac France

Asma Mhalla est maîtresse de conférences à Sciences Po et traite des enjeux de l'économie numérique

prises des accords sur l'utilisation du dispositif, pour attirer en France (notamment en Ile-de-France) des chercheurs de niveau mondial, et non juste permettre aux écoles et universités de conserver à mi-temps des chercheurs débauchés par quelques laboratoires privés en IA.

Tout cela suffira-t-il ? Probablement pas... Mi-octobre, le jour même où le MIT annonçait la création d'un College for Artificial Intelligence, doté de 350 millions de dollars (307 millions d'euros) apportés notamment par Stephen Schwarzman, patron de Blackstone, le décès de Paul Allen, cofondateur de Microsoft, nous rappelait qu'il était aussi mécène de l'Institut Allen pour l'intelligence artificielle (AI2), à Seattle, doté de plusieurs dizaines de millions de dollars à sa création. Car le premier carburant d'un écosystème français de l'intelligence artificielle permettant au pays de devenir leader mondial dans le domaine restera l'argent, notamment pour la formation et la recherche académique. Et le compte n'y est pas aujourd'hui, le financement public, mais aussi privé – les grands mécènes semblant ces temps-ci privilégier leurs propres projets : école 42, Station F, Fondation Louis-Vuitton... –, faisant cruellement défaut à notre écosystème de l'IA.

Alors qui sera le Paul Allen ou le Stephen Schwarzman de l'IA française ? Et l'Etat saura-t-il abonder le geste qui sera fait par le premier qui « osera » ? ■

Yves Poilane est directeur de Télécom ParisTech